



Discours Union Locale CGT d'Arles du 1^{er} mai 2026

Chères et chers ami.e.s, chères et chers camarades,

Le 1^{er} mai n'est pas un jour comme les autres, il est à nous, c'est notre journée !

Le 1^{er} mai, c'est depuis 140 ans la journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs et des travailleuses, une journée de solidarité, de lutte et de conquêtes sociales. Une journée pour profiter d'un jour de repos avec l'ensemble de ses proches et pour manifester pour ses droits, pour défendre la paix juste et durable et le progrès social. Un conqui historique qui ne saurait être sacrifié sur l'autel de la rentabilité.

Cette année, le 1^{er} mai a une saveur particulière. Grâce à la mobilisation, nous avons fait reculer, dans un premier temps, ceux qui voulaient nous voler cette journée. C'est une première victoire contre le patronat et les grands groupes soutenus main dans la main par Gabriel Attal, la droite et l'extrême droite. Mais rien n'est joué, tant, disait Ambroize Croizat, le patronat ne désarme jamais. Et il n'est pas question que le projet de loi revienne par la fenêtre ! Ils nous ont déjà volé 2 ans de vie avec leur contre-réforme des retraites, ont tenté en vain de nous supprimer 2 jours fériés, nous ne les laisserons pas nous voler le 1^{er} mai !

En cette journée internationale de lutte, nous manifestons aussi notre solidarité avec les millions de travailleurs et de travailleuses qui se trouvent sous les bombes. Nous demandons l'arrêt des guerres et une paix juste et durable, dans le respect du droit international. Les guerres en Palestine, en Iran, au Liban, en Ukraine, en République Démocratique du Congo, au Soudan, et partout ailleurs dans le monde, doivent cesser, et des solutions diplomatiques doivent être trouvées. Et le blocus qui étrangle Cuba doit aussi cesser ! Tous doivent entendre le message de la CGT : les

milliardaires, les affairistes, ces faiseurs de guerre et de malheur, trouveront toujours, dressés face à eux, la CGT, ses organisations, et ses militants. Jusqu'au bout, nous porterons la voix de la Paix et de la coopération entre les peuples.

Nous condamnons l'interception, par l'armée israélienne, de la flottille humanitaire en route pour Gaza, venue porter aide et assistance au peuple gazaoui. Nous exigeons la libération des personnes arrêtées, et la poursuite de la navigation des Flottilles. La solidarité n'est pas un crime !

L'impérialisme états-unien et ses alliés d'extrême droite, multiplient les conflits et cherchent à remplacer le droit international par la loi du plus fort. Ces guerres pénalisent l'ensemble des travailleurs et des travailleuses : les prix de l'énergie explosent et nos services publics sont asphyxiés pour augmenter les budgets d'armement. Il y a urgence à sortir de cette surenchère guerrière. Il y a urgence à sortir de l'OTAN et à le dissoudre. La France doit s'affirmer pour imposer un agenda de paix et de désarmement, défendre l'ONU et le droit international, et promouvoir un monde multipolaire basé sur la coopération entre pays.

Victor Hugo disait à juste titre : « Ces milliards donnés à la guerre, donnez-les à la Paix, donnez-les au travail, à l'intelligence ». Cette militarisation de l'économie mondiale n'échappe pas à notre pays, où l'actualisation de la loi de programmation militaire d'ici 2030 va être accélérée : la France prévoit ainsi une augmentation des dépenses militaires, passant d'environ 50 milliards d'euros en 2025 à 76.3 milliards d'euros d'ici 2030, soit environ 2.5% du PIB français, exigence de l'OTAN.

Et ce sont les services publics qui voient leurs moyens diminuer, comme par exemple dans l'Éducation Nationale, où une grève nationale a été déclarée hier. A l'hôpital d'Arles, une panne d'électricité géante a mis en péril les patients et les agents, tandis que les plafonds s'effondrent. A la prison d'Arles, le personnel s'est mobilisé ce lundi, pour l'emploi et les conditions de travail (ils sont présents, nous pouvons les applaudir !).

Et pendant ce temps, les profits des exploiters explosent. En 3 mois, la capitalisation boursière des 120 plus grandes compagnies pétrolières a

augmenté de 30 %, et même 35 % pour Total Energies. Et les compagnies pétrolières européennes font en ce moment 81 millions de surprofit par jour ! Alors oui, il est temps de nationaliser Total Energies !

OXFAM estime que la fortune des milliardaires a ainsi progressé de 169 % en 2025, alors que 48 % de la population mondiale vit sous le seuil de pauvreté. En France, 53 personnes sont aussi riches que la moitié de la population du pays ; un pays qui compte désormais 11 millions de pauvres. Cet appauvrissement de la population, c'est du jamais vu dans notre pays, avec un taux de pauvreté qui augmente, alors qu'il est stable dans les autres pays de l'UE.

Guerre militaire et guerre sociale contre nos services publics et nos conquies sociaux, vont donc de pair.

Cela va de pair aussi avec un pouvoir d'achat au plus bas depuis 2013 qui devrait reculer en 2026, un repli inédit qui menace directement la consommation des ménages, premier moteur de la croissance.

Et que dire des 13 000 millionnaires qui ne paient pas d'impôts sur le revenu et qui, dès qu'on le leur fait remarquer, menacent de fuir tels des rats qui quittent le navire. Ce ne sont pas des exilés, ce sont des déserteurs !

Cela, au moment où le rapport parlementaire de Fabien GAY fait la lumière sur les 211 milliards qui, non pas ruissellent, mais inondent chaque année le patronat français, sans contreparties.

Pour préserver et maximiser ses profits, le capitalisme fait une nouvelle fois le choix de la guerre, mais aussi celui de l'extrême droite. Car l'extrême droite, cette imposture sociale, a toujours été du côté des exploiters, des puissants de ce monde. Ses représentants, Bardella en tête, qui n'a jamais travaillé de sa vie, s'affichent aujourd'hui sans complexe sur les pages glacées des magazines, et aux tables du grand patronat. Bardella et grand patronat, même combat, contre les salarié.e.s !

Ce sont les premiers à s'attaquer au 1^{er} mai, aux droits des femmes, et aux outils de défense des salariés que sont les organisations syndicales.

Dans cette même ligne, sur Arles, le maire macroniste Patrick de Carolis, mandaté par le patronat, pratique la lutte des classes en s'attaquant aux subventions des syndicats, et aux locaux de l'Union Locale CGT, qu'elle occupe depuis 126 ans, et acteur majeur de la libération de la ville, de l'occupant nazi et de ses valets pétainistes. Entendez bien, Mr le Maire : portés par nos valeurs et notre histoire, nous continuons le combat pour nos locaux historiques, avec les forces progressistes, avec nos syndicats, et avec toute la CGT !

En attendant de se débarrasser de ce système capitaliste qui exploite et opprime les travailleurs et les travailleuses, les retraités, les précaires et les privés d'emploi, nous voulons des mesures d'urgence contre la vie chère pour pouvoir vivre dignement de notre travail :

- Plutôt que des primes non cotisées, nous voulons des augmentations générales de salaire pour toutes et tous, y compris Smic, point d'indice, pensions et minimas sociaux, pour améliorer nos quotidiens et nos lendemains.
- Nous voulons l'indexation automatique de tous les salaires sur les prix pour ne plus perdre en niveau de vie, en rétablissant l'échelle mobile des salaires
- Nous voulons le blocage du prix des carburants et la taxation des profits des grands groupes pétroliers
- Nous voulons l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, la revalorisation des métiers féminisés et la suppression des temps partiels subis
- Nous voulons la défense de nos droits au travail, et de notre santé au travail, contre la précarité, les bas salaires, et le chômage
- Nous voulons le gel des dépenses d'armement
- Nous voulons que les 211 milliards d'aides publiques distribuées chaque année sans contrepartie aux entreprises soient conditionnées et réorientées vers le financement de nos services publics et de notre protection sociale.

- Nous voulons des créations d'emploi dans l'industrie et les services publics
- Nous voulons la nationalisation du groupe Fibre Excellence

Et enfin, pour lier droit des femmes et progrès social, et puisque nous n'avons que 11 jours fériés en moyenne en France, contre 12 en moyenne dans l'Union Européenne ; et bien donc nous voulons un nouveau jour férié, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, qui doit devenir comme le 1^{er} mai, un jour férié, chômé et rémunéré. C'est ça le progrès social, pour toutes et tous !

Alors oui,

vive la Paix dans le monde,

vive le 1^{er} mai,

vive les travailleurs et les travailleuses en lutte,

et vive la CGT !